

AFRICAN UNION



UNION AFRICAINE

الاتحاد الأفريقي

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone: +251 11 551 7700 Fax: +251 115
517844

Website: www.au.int

ST26763 – 133/2/24

**Session extraordinaire virtuelle du
Comité technique spécialisé sur
l'Éducation, les sciences et
technologies, (CTS-EST 3) 30 avril
2020, Heure : 14h30 - 18h30 (heure
d'Addis-Abeba)**

**ÉDUCATION, SCIENCES ET TECHNOLOGIES
Réponse au COVID-19**

Rapport ministériel

Ver 1.0_6 mai 2020

INTRODUCTION

1. La Commission de l'Union africaine a organisé la première réunion virtuelle extraordinaire du Comité technique spécialisé sur l'éducation, la science et la technologie (CTS-EST3) le 30 avril 2020 de 14h30 à 18h30 (GMT +3). Au cours de ce dialogue ministériel de haut niveau, les ministres africains ont examiné une réponse globale au COVID-19 dans le secteur de l'éducation, des sciences, de la technologie et de l'innovation (ESTI), afin d'assurer la continuité de l'éducation sur le continent malgré les perturbations causées par la pandémie et de mobiliser et accélérer des actions scientifiques, technologiques et d'innovation en vue d'endiguer la pandémie.

PARTICIPATION

2. Ont assisté à la réunion :
 - (a) **Les États membres** : Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Cameroun, République centrafricaine (RCA), Tchad, Comores, République du Congo, République démocratique du Congo, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Kenya, Libye, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Nigéria, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Soudan, Togo, Tunisie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.
 - (b) **La Communautés économiques régionales** : la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
 - (c) **Les Partenaires au développement** : 2iE, Académie africaine des sciences (AAS), Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), Banque africaine de développement (BAD), Réseau africain d'études sur les politiques technologiques (ATPS), Université virtuelle africaine, ANCEFA, Association des universités africaines, Centre de mathématiques, sciences et éducation technologique en Afrique [CEMASTE], Association des universités techniques et des écoles polytechniques du Commonwealth en Afrique (CAPA), délégation de l'UE auprès de l'UA, Forum des éducatrices africaines, GIZ, Global e-Schools and Communities Initiative, Global Partnership for Education, HP, INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY, Centre international de physiologie et d'écologie des insectes (ICIPE), MENAPLN, Mission permanente de la Norvège auprès de l'UA, Campagne ONE, Plan international Bureau de liaison à l'Union africaine, Forum des universités régionales pour le renforcement des capacités en agriculture (RUFORUM), Save the Children International, Agence spatiale nationale sud-africaine (SANSA), The African Early Childhood Network, CEA, UNESCO, FNUAP, UNFPALO, UNICEF, Mission des Nations unies au Soudan du Sud-Juba-PNUD, VMware, PAM.

- (d) **La Commission de l'Union africaine** : le Département des ressources humaines, sciences et technologie (RHST) avec ses bureaux techniques (CIEFFA, IPED, AOSTI et STRC); le CDC Afrique, le Département des affaires sociales et le Bureau du conseiller juridique et DIC.

SESSION D'OUVERTURE

3. S.E. Le professeur Sarah Anyang Agbor, commissaire de l'Union africaine aux ressources humaines, science et technologie, a souhaité la bienvenue aux ministres à la session extraordinaire du 3^{ème} Comité technique spécialisé sur l'éducation, la science et la technologie, et a transmis les salutations du Président de la Commission, S.E. Moussa Faki Mahamat. Elle a souligné l'objectif de la réunion qui est de fournir une réponse continentale au COVID-19 dans les domaines de l'éducation, de la science, de la technologie et de l'innovation ainsi que la nécessité d'une préparation future. Elle a remercié le Bureau du CTS-EST 3 qui a convoqué sa réunion virtuelle le 9 avril 2020 et a publié un communiqué fort pour les secteurs de l'éducation et des STI afin de prendre des mesures concrètes pour assurer la continuité de la réponse à la pandémie de COVID-19 dans les secteurs de l'éducation, de la recherche et de l'innovation.

4. Elle a en outre rappelé que la pandémie de coronavirus et ses mesures d'atténuation, notamment la fermeture des frontières et l'éloignement social, ont un impact négatif sur la santé, l'éducation, les chaînes d'approvisionnement, les marchés et les systèmes alimentaires qui sont déjà faibles sur le continent. Elle a déploré que plus les écoles restent fermées, moins les enfants et les jeunes seront en mesure de rattraper leur retard sur l'apprentissage et les compétences de vie essentielles qui soutiennent une transition saine vers l'âge adulte. Les enfants qui abandonnent l'école seront non seulement confrontés à un risque plus élevé de mariage d'enfants, de travail des enfants et de grossesses précoces, mais ils connaîtront une chute abrupte de leurs gains potentiels à vie et seront exclus du développement du continent. Elle a souligné l'urgence de transformer les systèmes éducatifs africains pour répondre à la pandémie en cours et au-delà, et en réponse, la Commission invite les États membres à mettre en œuvre l'initiative DOTSS pour assurer la continuité de l'apprentissage ; le suivi, l'apprentissage des leçons et l'amélioration des pratiques; ainsi que la planification d'une réouverture efficace. La Commission a entrepris de mener une enquête conjointe en collaboration avec l'UNESCO et la BAD de l'impact du COVID-19 sur l'éducation en Afrique. Elle a imploré les États membres de répondre à l'enquête car elle informera et améliorera la réponse au COVID-19. En outre, elle a décrit les interventions en science, technologie et innovation, notamment la création du Conseil consultatif de l'ASRIC sur COVID-19, la mise en place de divers groupes de travail techniques scientifiques pour étudier les impacts de COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'Afrique et les impacts socioéconomiques, les connaissances indigènes de l'Afrique sur la prévention, le contrôle et le niveau des maladies infectieuses sur le continent en

utilisant une réponse afrocentrique comme la médecine traditionnelle africaine. Elle a conclu en appelant les États membres à tout mettre en œuvre pour minimiser les effets du COVID-19 sur la mise en œuvre de l'Agenda 2063.

5. S.E. Le Dr Tumwesigye Elioda, Ministre des sciences, de la technologie et de l'innovation de l'Ouganda et président du CTS-EST 3, a souhaité la bienvenue aux membres du CTS-EST 3 et à tous les participants à la session extraordinaire. Il a déclaré que la réunion virtuelle fait suite à la réunion du Bureau qui a vu la nécessité de discuter de l'impact du COVID-19 sur l'éducation, la science et la technologie. Le Dr Elioda a remercié les États membres, les partenaires, le CDC africain et les agents de santé du continent pour leurs précieuses contributions dans la lutte contre le COVID-19. Le président a indiqué que la session du CTS-EST 3 sur le COVID-19 a mis l'accent sur le rôle de l'éducation, des sciences et de la technologie, en particulier la recherche et l'innovation en tant qu'outil d'orientation pour l'élaboration de politiques fondées sur des preuves. Le président du CTS-EST 3 a également souligné la nécessité d'améliorer l'accessibilité financière à Internet, de numériser l'Afrique, comme souligné lors de la précédente réunion. La demande de fournitures médicales essentielles, de matériel et d'appareils a grimpé en flèche, tandis que certains pays producteurs ont interdit les exportations de fournitures médicales, créant ainsi une opportunité pour les pays africains d'innover et de produire ces matériaux localement.
6. Avec des kits et du matériel de test insuffisants, les chiffres pourraient être trompeurs et les vaccins pourraient fonctionner différemment dans différents endroits. Cela, selon lui, souligne l'importance pour l'Afrique de participer aux essais de vaccins et pour les pays africains d'investir dans les STI afin d'améliorer la résilience. Tout en appréciant le soutien de la communauté internationale, il a appelé les partenaires au développement à accroître l'aide au continent et à envisager un allègement de la dette des pays africains pour renforcer leurs capacités de lutte contre le COVID-19.

PREMIER POINT DE L'ORDRE DU JOUR : LES QUESTIONS DE PROCÉDURE DE LA SESSION VIRTUELLE DU CTS-EST 3

7. Le représentant du Bureau du Conseiller juridique de l'UA a clarifié ce qui suit sur les considérations procédurales des réunions virtuelles du CTS-EST 3: i) le règlement intérieur du CTS s'applique à la session virtuelle, notamment les dispositions sur le quorum, la participation et la prise de décision ainsi que les sessions ministérielles exigent la majorité des deux tiers des États membres pour un quorum, soit 36 participants des États membres et (ii) les représentants des États membres sont tenus d'annoncer leur présence via l'icône de main levée en ligne pour être comptés parmi les participants constituant le quorum.
8. La réunion a enregistré une participation supérieure au quorum requis avec la participation de 39 États membres.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR : PRÉSENTATION ET DISCUSSION DU PROJET DE RÉPONSE AFRICAINE EN MATIÈRE D'ÉDUCATION, DE SCIENCE, DE TECHNOLOGIE ET D'INNOVATION AU COVID-19

9. Son Excellence le **Prof. Mamadou Talla**, Ministre de l'éducation nationale du Sénégal et Rapporteur du CTS-EST 3, a salué l'organisation de la réunion virtuelle sous l'égide de l'UA pour permettre aux États membres d'explorer la Réponse africaine en matière d'éducation, de science, de Technologie et d'innovation à la pandémie de COVID-19. Il a en outre souligné la nécessité de prendre des mesures et des actions de protection pour lutter contre la prolifération du coronavirus, ainsi que l'importance de renforcer la recherche et l'innovation et les observatoires nationaux des STI en Afrique pour renforcer la résilience des communautés. Il a réitéré la nécessité pour l'Afrique d'utiliser les médias numériques pour assurer la continuité de l'éducation et l'atténuation de l'impact de la pandémie sur les enfants et les filles vulnérables. Il a également encouragé une collaboration sectorielle accrue entre les ministères des Finances et les ministères de l'Éducation, notamment l'accélération du financement de démarrage pour la mise en œuvre des mesures de riposte. Il a appelé le professeur Amadou Abdoul Sow à présenter le projet de réponse africaine sur l'éducation, la science, la technologie et l'innovation au COVID-19 pour examen par le CTS-EST 3.
10. Au cours des discussions qui ont suivi, les États membres ont cité les défis collectifs et individuels auxquels sont confrontés les pays africains à la suite de COVID-19, et les stratégies d'atténuation mises en œuvre au niveau national, ainsi que les interventions pour assurer la continuité de l'éducation grâce à des modèles à distance tels que l'internet, la radio et la télévision, etc. Ils ont également partagé des idées sur la manière d'intensifier les initiatives ayant une dimension continentale pour atténuer les conséquences négatives de la pandémie; les plans de campagnes de rentrée et de réouverture, y compris les efforts pour repenser l'éducation au-delà de COVID-19. Ils ont intensifié leurs efforts pour relever les défis grâce à des interventions dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation.
11. En outre, les États membres ont adopté le projet de réponse ESTI et se sont félicités de son élaboration opportune. Ils ont cité les défis collectifs et individuels auxquels sont confrontés les pays africains à la suite de COVID-19, et les stratégies d'atténuation mises en œuvre au niveau national, pour assurer la continuité de l'éducation à travers des modèles à distance tels que l'internet, la radio, la télévision et les journaux, les réseaux sociaux, les sites Web et des vidéoconférences interactives entre enseignants et élèves. Ils ont également partagé des idées sur la manière d'intensifier les initiatives ayant une dimension continentale pour atténuer les conséquences négatives de la pandémie ; les plans de campagnes de rentrée et de réouverture, y compris les efforts pour repenser l'éducation au-delà de COVID-19. Ils ont intensifié leurs efforts pour relever les défis grâce à des interventions dans les domaines de la science, de

la technologie et de l'innovation, notamment la mise en réseau et le partage des infrastructures de recherche.

12. Les États membres ont soulevé les questions clés suivantes :

- (a) Ils ont exprimé leur gratitude à S.E. le professeur Sarah Anyang Agbor, commissaire aux ressources humaines, à la science et à la technologie pour l'organisation opportune de la réunion virtuelle du CTS-EST 3 afin de mobiliser et d'harmoniser les efforts continentaux en vue d'une réponse globale en matière d'éducation, de science et de technologie au COVID-19; tout en saluant le projet de réponse de l'ESTI au document COVID-19 et en proposant de tenir des séminaires ministériels informels non contraignants en ligne pour partager périodiquement leurs expériences.
- (b) Ils ont souligné le rôle essentiel du CDC africain dans le renforcement des capacités et des moyens des institutions de santé publique africaines, ainsi que la planification et la préparation des États membres à prendre les mesures nécessaires pour lutter contre les flambées de maladies sur le continent.
- (c) Ils ont exhorté les États membres à tirer parti de l'opportunité de l'enseignement et de l'apprentissage en ligne pour assurer la continuité de l'éducation sur le continent, l'amélioration des systèmes éducatifs et une solide infrastructure d'apprentissage en ligne, pour garantir la qualité et intégrer les enseignements et les bonnes pratiques de tirés de la réponse au COVID-19 adoptée par l'approche DOTSS, et la conception d'une feuille de route modèle pour l'après COVID-19 qui intègre la continuité de l'éducation dans les différentes réponses régionales et nationales.
- (d) Ils ont souligné la nécessité d'adopter et de promouvoir la création et l'utilisation de sources ouvertes librement disponibles et accessibles pour l'apprentissage, les cours et le matériel pédagogique, la recherche, les publications et les informations relatives au programme d'études au niveau scolaire et universitaire sur le continent ;
- (e) Ils ont exhorté les États membres à promouvoir la science ouverte sur le continent et à diriger ce processus, sans laisser la tâche aux pays du nord du monde. Les pays africains doivent prendre des initiatives pour partager leurs résultats de recherche scientifique et leurs données entre eux, et renforcer la collaboration de recherche intra-africaine, y compris Sud-Sud et Nord-Sud.
- (f) Ils ont invité les pays africains à partager leurs idées et leurs meilleures pratiques dans l'élaboration de méthodes d'évaluation alternatives tirées des enseignements actuels dans le cadre de la pandémie de COVID-19.

Ils ont noté que les méthodes traditionnelles d'évaluation, notamment les examens, risquent d'être réexaminés du fait qu'il ne serait pas toujours possible d'organiser de grandes séances d'examen au risque de provoquer une nouvelle transmission du virus. Pour aller de l'avant, il serait nécessaire d'explorer d'autres méthodes telles que l'évaluation continue en partageant l'expertise et les expériences grâce à l'enseignement en ligne et d'autres méthodes d'accélération de l'apprentissage.

- (g) L'Afrique doit harmoniser et adapter les calendriers scolaires et parler d'une seule voix sur l'évaluation et l'organisation des examens d'État pour donner du crédit aux diplômes des étudiants ; demander une réponse africaine commune pour résoudre les questions liées à l'examen pendant l'année scolaire en cours qui est affectée par la pandémie et décider conjointement de l'annulation ou du report de l'année scolaire.
- (h) Ils ont invité les États membres à envisager de mettre en place des accélérateurs de l'innovation pour soutenir l'apprentissage à distance, différent de l'apprentissage en ligne. D'autres moyens de faciliter l'accès au matériel d'apprentissage doivent également être étudiés, en particulier pour les apprenants, les étudiants et les groupes vulnérables qui n'ont peut-être pas accès au matériel fourni en ligne. Les gouvernements doivent prendre des mesures pour rendre les bâtiments municipaux et les bibliothèques publiques accessibles aux apprenants qui n'ont peut-être pas accès à la connectivité en ligne et à l'apprentissage à distance.
- (i) Ils ont appelé les États membres à renforcer les capacités des méthodes avancées et à améliorer la capacité de collecte et d'analyse de données (statistiques) ainsi qu'à établir des répertoires qui, à la lumière de COVID-19, et d'autres flambées peuvent aider les gouvernements et les autres institutions régionales compétentes à prendre des interventions de décisions et de réponse importantes.
- (j) Ils ont souligné la nécessité de rationaliser la réponse stratégique de l'Afrique à la recherche et à l'innovation en matière d'épidémiologie du COVID-19 et de se concentrer sur a) la compréhension scientifique du virus Corona et du COVID19; b) Génie pharmaceutique et biopharmaceutique; c) Génie biomédical; (d) Compréhension clinique des virus Corona et COVID19 et (e) Formulation de stratégies nationales de santé dans les États membres sur le COVID-19 et d'autres épidémies.
- (k) Ils ont appelé les acteurs publics et privés, les partenaires techniques et financiers, les partenaires au développement, la société civile, les élus et les communautés locales à soutenir et accompagner les politiques de continuité éducative mises en œuvre dans les différents pays pour maximiser l'impact et l'appropriation et prendre en compte les préoccupations des écoles privées.

- (l) Ils ont souligné la nécessité d'une plate-forme d'échange d'experts, de scientifiques et de chercheurs africains sous l'égide de l'Union africaine et de l'Organisation mondiale de la santé pour évaluer et promouvoir les protocoles de traitement et autres expériences des chercheurs africains conformément aux réalités démographiques et climatiques des le continent.
- (m) Ils ont mis l'accent sur la nécessité d'améliorer et de développer rapidement la capacité de production en Afrique pour les fournitures médicales de soutien et les équipements de protection individuelle (EPI) à l'échelle commerciale, y compris les ventilateurs, les masques et les gants pour soutenir les travailleurs de première ligne dans la lutte contre le COVID-19. Dans le processus, promouvoir le développement de technologies et de solutions africaines pour répondre à la crise et minimiser la dépendance excessive à l'égard des pays hors d'Afrique.
- (n) Ils ont invité les États membres à exploiter les technologies spatiales actuelles telles que les systèmes d'observation de la Terre et les systèmes d'information géographique (SIG) pour surveiller toute maladie aux niveaux national, régional et continental et publier des rapports régionaux annuels sur la science, la technologie et l'innovation, y compris l'état de santé du pays aux fins de la formulation de politique et de la prise de décision.
- (o) Ils ont souligné l'importance de donner la priorité au financement de l'éducation à travers l'Afrique, d'investir délibérément dans la recherche et l'innovation et ils ont rappelé les efforts en cours pour créer et rendre opérationnel le Fonds africain pour l'éducation, la science, la technologie et l'innovation (ESTIF) et a demandé à la Commission, à la Banque de développement et à l'ADEA de prendre les mesures appropriées pour accélérer le processus.
- (p) Les ministres se sont félicités de la réunion virtuelle qui leur a donné la possibilité d'échanger des informations et ils ont décidé d'organiser un séminaire informel non contraignant en ligne entre les ministres pour partager leur expérience une fois par mois ou jusqu'à la fin de la pandémie..

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN ET ADOPTION DES DÉCISIONS ET DU RAPPORT DU CTS - EST 3

13. Les ministres ont examiné le projet de réponse africain en matière d'éducation, de science, de technologie et d'innovation au COVID-19 et leur rapport, et les ont adoptés avec les amendements et les contributions des États membres.

SESSION DE CLÔTURE

14. Son excellence le professeur Sarah Anyang Agbor, commissaire de l'Union africaine aux ressources humaines, science et technologie, a remercié les ministres et les partenaires au développement pour une réunion très fructueuse. Elle a également salué les efforts déployés par les États membres dans leurs pays respectifs en tant que réponse des STI au COVID-19. Elle a appelé à davantage d'investissements dans l'éducation virtuelle en Afrique sans compromettre la qualité de l'éducation, en mettant particulièrement l'accent sur les populations vulnérables. Elle a demandé aux ministres de se prévaloir d'une réunion avec les partenaires pour présenter leurs contributions en réponse à la pandémie de COVID-19. Elle a réitéré la nécessité pour l'Afrique de revoir ses systèmes éducatifs et a demandé aux ministres d'investir dans l'Université virtuelle panafricaine (PAVEU) pour un apprentissage en ligne complet afin de réaliser l'avenir de l'éducation sur le continent.

15. Son excellence le Dr Tumwesigye Elioda, Ministre des sciences, de la technologie et de l'innovation de l'Ouganda et Président du CTS-EST 3, au nom du Bureau, a remercié les ministres d'avoir assisté au tout premier CTS-EST virtuel. Il a également applaudi les pays qui ont envisagé d'alléger la dette des pays les moins avancés. Le CTS-EST 3 a encouragé la poursuite des efforts de recherche sur les médicaments et les vaccins ainsi que la sécurité des personnes. Il a exprimé sa gratitude aux chercheurs travaillant sur les vaccins, a salué la contribution des partenaires et a appelé à la mise en œuvre des recommandations adoptées lors de la réunion. Le Dr Elioda a proposé une réunion de suivi au cours des 3 prochaines semaines qui se concentrera sur les partenaires et proposera un plan d'action clair pour l'ESTI.